

VERS UN BANDOUNG DES PEUPLES

Le maigre bilan du sommet afro asiatique de Jakarta, avril 2005

Un « Sommet » Africain et Asiatique a été organisé en Avril 2005, à Jakarta (capitale de l'Indonésie) non seulement pour « commémorer » le 50^e anniversaire de la conférence de Bandoung (Avril 1955) mais encore pour proclamer que « l'esprit de Bandoung » guidait toujours l'action des Etats des deux continents !

- En fait ce « sommet » a été fort peu pris au sérieux par les gouvernements des pays concernés et le seul « ténor » des deux continents qui y ait fait entendre sa voix est Thabo Mbeki, président de l'Afrique du Sud.

- La conférence a adopté une déclaration intitulée « New Asian and African Strategic Partnership » (NAASP) qui n'est guère qu'un élargissement aux deux continents du NEPAD Africain.

- Les objectifs de la « solidarité politique » proclamée dans ce document restent fort vagues.

On se souviendra que Bandoung 1955 s'était fixé deux objectifs : (i) soutenir les mouvements de libération nationale jusqu'à la reconnaissance de l'indépendance de tous les pays d'Asie et d'Afrique ; (ii) refuser les pactes d'alliances militaires et la présence de bases étrangères (en particulier évidemment des Etats Unis).

Le NAASP rappelle avec courage que la première tâche ne sera accomplie que lorsque les droits du Peuple Palestinien auront été reconnus. On sait que la question palestinienne est comprise spontanément comme une question coloniale en Asie et en Afrique et que, de ce fait, le soutien à son peuple unit, alors qu'ailleurs il divise, suite aux confusions que le sionisme entretient. Mais le document ne dit rien au sujet des bases américaines qui couvrent désormais la planète entière ; rien sur Diego Garcia contre laquelle les gouvernements de l'Inde et de Maurice n'avaient cessé de protester ; rien sur les bases américaines dans les pays du Golfe et, comble de la timidité, rien sur l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan ! Il est vrai que la participation arabe à Jakarta 2005 (représentée par des gouvernements complices des agressions américaines dans la région et de l'occupation de l'Irak) n'est pas comparable à celle que Nasser symbolisait à Bandoung 1955 ! Dans ces conditions les rappels vagues des « rapprochements en cours » (entre la Chine, l'Inde, la Corée et le Japon) n'ont qu'une portée fort limitée.

Les phrases non moins vagues, concernant « la lutte contre le terrorisme » et « la réforme de l'ONU », n'ont évidemment rien qui puisse gêner le déploiement des stratégies de l'impérialisme dominant.

- Les objectifs de la « coopération économique » envisagés dans le document s'inscrivent également dans « l'air du temps ».

La déclaration légitimise toutes les « grandes déclarations » proclamées par les conférences internationales organisées au cours des dernières années (Monterrey, l'agenda de l'OMC établi à Doha etc.). Or toutes ces déclarations consacrent les options fondamentales de la mondialisation néo-libérale imposées par l'impérialisme.

On ne sera pas étonné dans ces conditions que la déclaration reprenne à son compte la rhétorique dominantes concernant « la pauvreté » et la substitution de l'objectif de « sécurité alimentaire » à celui de la « souveraineté alimentaire ». Le concept de souveraineté en question – qui était celui de Bandoung – impliquait que tous les pays (ou groupes de pays) inscrivent dans leurs objectifs de développement un degré d'autonomie minimale pour la production alimentaire permettant de les garantir contre les pressions extérieures éventuelles (« l'arme de la faim » manipulée désormais avec cynisme contre les pays qui résistent aux injonctions de Washington). Pour faciliter la tâche aux impérialistes la Banque Mondiale – inspirée par USAID – a substitué à ce concept celui de « sécurité alimentaire » définie comme la capacité financière à couvrir par l'importation les besoins alimentaires du pays !

En dépit du ralliement de Jakarta 2005 aux thèses du néo-libéralisme mondialisé quelques nuances sont formulées concernant « l'accès au marché » (handicapé par les subventions abusives) ou la protection de la propriété intellectuelle (qu'on souhaite étendre aux « connaissances traditionnelles »). Rien de bien méchant pour les puissances dominantes !

On ne sera donc pas étonné également que les « projets » de coopération retenus dans le document soient réduits à « l'exploration conjointe de l'Océan indien » et à l'organisation d'un Forum africain et asiatique des Affaires !

Vers un Bandoung des peuples

- Le sommet de Jakarta a fait la preuve qu'un « remake » du Bandoung des Etats ne pouvait, dans les circonstances, que tourner à la farce.

Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine doivent et peuvent s'assigner un autre objectif : celui d'abord de reconstituer à travers la convergence des stratégies des mouvements de luttes par lesquels ils s'expriment un « Bandoung » et une « Tricontinentale » des peuples. Alors, progressivement, les conditions seront reconstituées pour l'émergence d'alliances des Etats contraignant l'impérialisme à reculer.

- Les gouvernements et les peuples de l'Asie et de l'Afrique proclamaient à Bandoung en 1955 leur volonté de reconstruire le système mondial sur la base de la reconnaissance des droits des nations jusque là dominées. Ce « droit au développement » constituait le fondement de la mondialisation de l'époque, mise en œuvre dans un cadre multipolaire négocié, imposé à l'impérialisme contraint, lui, à s'ajuster à ces exigences nouvelles. Bandoung est à l'origine d'un bond en avant gigantesque des peuples du Sud, dans les domaines de l'éducation et de la santé, de la construction de l'Etat moderne, souvent de la réduction des inégalités sociales, enfin de l'entrée dans l'ère de l'industrialisation dont les progrès ne procèdent pas de la logique du déploiement impérialiste mais ont été imposés par les victoires des peuples du Sud. Sans doute ces progrès ont-ils nourri l'illusion d'une « rattrapage » qui paraissait en cours de réalisation, alors qu'en fait l'impérialisme, contraint lui de s'ajuster aux exigences du développement des périphéries, se recomposait autour de nouvelles formes de domination. Sans doute également les limites de ces réalisations en particulier le déficit démocratique des régimes du populisme national qui ont « donné aux peuples » mais ne leur ont jamais permis de s'organiser par eux mêmes – doit-il être pris en considération sérieuse dans le bilan de l'époque.

Les réalisations de la période comme leurs limites invitent à revenir sur la question centrale de l'avenir de la bourgeoisie et du capitalisme dans les périphéries du système. Il s'agit là d'une question permanente pour autant que le déploiement mondialisé du capitalisme, par ses effets polarisants produits par sa nature impérialiste, caractérise l'inégalité fondamentale des

potentiels du développement capitaliste au centre et à la périphérie du système. En d'autres termes la bourgeoisie des périphéries était-elle nécessairement contrainte de se soumettre aux exigences de ce développement inégal ? Est-elle de ce fait de nature nécessairement compradore ? La voie capitaliste est-elle, dans ces conditions, nécessairement une impasse ? Ou bien la marge de manœuvre que la bourgeoisie peut mettre à profit dans certaines circonstances (qu'il faudra alors préciser) permet-elle un développement capitaliste national, autonome, capable d'avancer dans la direction du rattrapage ? Où sont les limites de ces possibilités ? Dans quelle mesure l'existence de ces limites impose-t-elle de qualifier l'option capitaliste d'illusion ?

Des réponses doctrinaires et tranchées ont été apportées à ces questions, se sont succédées et affirmées dans un sens puis dans son contraire, pour toujours s'adapter exposé à des évolutions jamais prévues correctement ni par les uns (les forces dominantes) ni par les autres (les classes populaires). Au lendemain de la seconde guerre mondiale le communisme de la Troisième Internationale qualifiait toutes les bourgeoisies du Sud de compradore et le maoïsme proclamait que la seule voie de libération possible était celle qu'ouvrait une « révolution socialiste par étapes », dirigée par le prolétariat et ses alliés (les classes populaires paysannes en particulier), et surtout par leur porte parole d'avant garde – le parti communiste. Bandoung allait prouver que le jugement était hâtif, que sous la direction de la bourgeoisie un bloc hégémonique national populiste pouvait faire avancer le développement en question. A l'époque les pouvoirs en place, issus des mouvements de libération nationale et parfois même d'authentiques révolutions populaires, bénéficiaient de ce fait d'une légitimité certaine et de la confiance de leurs peuples. De surcroît les Etats qu'ils dirigeaient pouvaient compter jusqu'à un certain point sur l'appui de l'Union soviétique, contraignant les agresseurs impérialistes à une certaine retenue.

- La page de Bandoung tournée les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont confrontés à nouveau à un système par beaucoup d'aspects analogues à celui en place à la sortie de la seconde guerre mondiale : un système colonial qui ne reconnaît pas leurs droits souverains, leur impose le système économique qui convient à l'expansion des oligopoles du centre impérialiste, voire les systèmes politiques adéquats. Face à l'offensive néo-libérale du capital des oligopoles du centre impérialiste (la triade : Etats Unis, Europe, Japon) à partir de 1980 les bourgeoisies du Sud ont paru à nouveau s'inscrire dans une perspective de soumission compradorisée qui s'exprime dans l'ajustement unilatéral imposé (qui est l'ajustement des périphéries aux exigences du centre, en quelque sorte l'inverse de l'ajustement des centres que les périphéries ont imposé durant l'ère de Bandoung).

Mais à peine ce renversement de tendance s'imposait-il qu'à nouveau dans les pays dits « émergents » -singulièrement en Chine, mais également dans d'autres pays comme l'Inde ou le Brésil – une marge se dessinait offrant ses chances à l'avancée d'options de développement capitaliste national. Analyser le potentiel de ces avancées, leurs contradictions et limites demeure au centre des débats sans l'approfondissement desquels on ne pourra pas penser la construction des stratégies efficaces de convergence des luttes aux échelles locales et à celle du monde.

Le moment actuel est en effet caractérisé d'une manière générale par l'éclatement du Sud, et le contraste grandissant entre un groupe de pays dits « émergents » (comme la Chine, l'Inde, le Brésil, mais aussi des pays de taille plus modeste, la Corée entre autre) à un pôle, un « quart monde » stagnant, voire même régressant à l'autre. Peut-on en conclure que les pays émergents sont sur le chemin du développement au sens du rattrapage ? Mon analyse, qui

porte sur les caractéristiques du nouveau système centres/périphéries, me conduit à une réponse négative à cette question. Dans cette analyse les nouveaux avantages décisifs qui définissent les postures de domination des centres ne sont plus constitués par le monopole de l'industrie comme par le passé lorsque la contradiction centres-périphéries était pratiquement synonyme de pays industrialisés/pays non industrialisés, mais par le contrôle des technologies, des flux financiers, de l'accès aux ressources naturelles, de l'information et des armements de destruction massive. Par ce moyen les centres impérialistes contrôlent effectivement les industries délocalisées dans les périphéries « émergentes » - les véritables périphéries de l'avenir .

- Les classes dirigeantes des pays du Sud dits émergents ont visiblement opté pour une stratégie qui n'est ni celle de la soumission passive aux forces dominantes dans le système mondial, ni celle de l'opposition déclarée à celles-ci : une stratégie d'interventions actives sur lesquelles elles fondent leurs espoirs d'accélérer le développement de leur pays.

La Chine, par la solidité de la construction nationale que sa révolution et le maoïsme ont produit, par son choix de conserver le contrôle de sa monnaie et des flux de capitaux, par son refus de remettre en question la propriété collective du sol (principal acquis révolutionnaire des paysans), était mieux équipée que d'autres pour faire ce choix et en tirer des résultats incontestables. L'expérience peut-elle être poursuivie ? Et quelles sont ses limites possibles ? L'analyse des contradictions portées par cette option m'a conduit à la conclusion que le projet d'un capitalisme national capable de s'imposer à égalité avec celui des puissances majeures du système mondial se nourrissait largement d'illusions. Les conditions objectives héritées de l'histoire ne permettent pas la mise en œuvre d'un compromis social historique capital/travail/paysannerie garantissant la stabilité du système qui, de ce fait, ne peut à terme que soit dériver à droite (et être alors confronté à des mouvements sociaux grandissants des classes populaires) ou évoluer vers la gauche en construisant le « socialisme de marché » comme une étape de la longue transition au socialisme. D'autre part, il faudrait être naïf pour penser que les puissances impérialistes dominantes acceptent sans réagir de voir un pays de la taille de la Chine s'ériger en « partenaire égal ». Les heurts entre la Chine et les puissances impérialistes dans tous les domaines que concernent l'accès aux ressources naturelles de la planète, la commande des technologies modernes, les droits de propriété industrielle, l'accès aux marchés de produits banalisés sont appelés à devenir violents.

Les options apparemment analogues faites par les classes dirigeantes d'autres pays dits « émergents » sont encore plus fragiles. Ni le Brésil, ni l'Inde – parce qu'ils n'ont pas fait une révolution radicale comme la Chine – ne sont capables de résister avec autant de force aux pressions conjuguées de l'impérialisme et des classes locales réactionnaires. Le ralliement de ces deux gouvernements au libéralisme mondialisé mis en œuvre par l'OMC (à Hong Kong en décembre 2005) a incontestablement aidé l'impérialisme à éviter le désastre qui se dessinait pour lui, porté un coup dur à l'amorce d'émergence du front des pays du Sud. Cette erreur magistrale – si ce n'est plus grave – ne sert que les intérêts des classes locales les plus réactionnaires (les latifundistes brésiliens et indiens !), alliés naturels de l'impérialisme et ennemis certains des classes populaires des pays en question. Les espoirs qu'une partie de la gauche historique de l'Amérique latine a investi dans le modèle de la social-démocratie sont fondés sur une erreur d'appréciation magistrale : la social démocratie a pu réaliser ce qu'elle a fait en Europe parce qu'elle pouvait être social-impérialiste, ce que les conditions du Brésil ou de tout autre pays du Sud ne permettent pas. Le Forum de Sao Paulo -qui réunit les partis de la gauche démocratique en Amérique latine- a certainement contribué positivement aux

victoires démocratiques remportées par les peuples de la région au cours des dernières décennies ; il a néanmoins aussi contribué à renforcer ici et là des illusions social démocrates.

- Le sort que le projet impérialiste réserve aux peuples des périphéries « non émergentes » est encore plus dramatique. Les régions du monde dites « marginalisées » sont en fait l'objet de politiques systématiques des forces dominantes que j'ai qualifiées de stratégies « d'exclusion programmée » des peuples concernés facilitant une intégration plus poussée de leurs ressources naturelles soumises à un pillage intensifié. La mise en œuvre de ce projet passe par l'agression et l'occupation militaire (comme en Irak), la mise sous tutelle pour cause d'endettement (cas des pays d'Afrique). Dans ce cadre l'Europe et le Japon se sont pratiquement alignés sur Washington. La conférence de l'Euro Med tenue à Barcelone (n novembre 2005) témoigne de cet alignement : l'Europe y a tenté d'imposer l'agenda qui a la préférence de Bush – la priorité à la « lutte contre le terrorisme » et fait donc passer ses « intérêts » dans la région arabe après ceux des Etats Unis exprimés dans le projet dit du « grand Moyen Orient ». Il en est de même pour ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, comme l'illustrent les accords de Cotonou (2000) et les projets dits de partenariat entre l'Union Européenne et les Communautés régionales d'Afrique. L'alignement de tous sur les mêmes discours insipides concernant la « réduction de la pauvreté » ou la « bonne gouvernance », les prises de position arrogantes du nouveau directeur général de l'OMC (le « socialiste » Pascal Lamy !) – à faire pâlir celles des ambassadeurs de l'administration Bush -, témoignent de cette unité de vue des partenaires de la triade impérialiste.

Face à ce défi d'une brutalité sans pareille les réactions du Sud en question sont soit timides à l'extrême soit inappropriés. Les gouvernements, comme ceux des protectorats d'autrefois, ne disposent plus que d'une marge de mouvement limitée à l'extrême, et se gardent de remettre en question le libéralisme économique dont leurs pays font les frais. Désarmés, de larges secteurs des classes populaires embrayent derrière des rhétoriques para religieuses ou para ethniques qui accusent les divisions entre les peuples du Sud. Les peuples du Sud sont parfois, dans ces conditions, confrontés seuls brutalement aux interventions violentes des impérialistes. C'est le cas en Irak en particulier, comme en Palestine. Bien que leur résistance (partiellement armée) soit héroïque, celle-ci ne bénéficie pas des soutiens moraux et politiques qu'elle mérite. On paie ici le prix des reculs de la conscience progressiste qui caractérisent le moment actuel tant dans les pays européens que dans ceux du Sud. L'isolement relatif de ceux qui combattent en première ligne le projet de déploiement impérialiste favorise parfois des dérives dans les méthodes de la résistance qu'ils promeuvent. A son tour cela ne facilite certainement pas la reconstruction nécessaire de l'internationalisme des peuples.

- Reconstruire le front uni du Sud face à l'impérialisme collectif de la triade et à l'offensive militariste des Etats Unis constitue le défi auquel les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont confrontés. Un « remake » de Bandung est aujourd'hui impossible. L'érosion du populisme national qui définissait le contenu des politiques mises en œuvre à l'époque et l'offensive impérialiste ont produit la dérive comprador des pouvoirs locaux qui, de ce fait, ont largement perdu leur légitimité aux yeux de leurs peuples. De plus les gauches communistes s'étaient largement alignés sur le soutien (fut-il dit « critique ») aux régimes du populisme national de l'ère de Bandung et de ce fait, ne paraissent pas crédibles, capables d'offrir une alternative nouvelle authentique. Le vide idéologique a opéré comme un appel d'air, permettant aux culturalismes para religieux et para ethniques de répondre au désarroi par des illusions dangereuses que véhiculent leurs discours.

L'alternative authentique – que j'appellerai un Bandoung (et une Tricontinentale) des Peuples se heurte donc à des obstacles sérieux. Observons néanmoins que la montée des luttes contre le capitalisme et l'impérialisme à travers le monde, les succès remportés – jusqu'à leurs termes électoraux – par les gauches nouvelles en Amérique latine (quelles que soient les limites que comportent ces victoires), la radicalisation progressive de beaucoup de mouvements sociaux, l'amorce de positions critiques prises par les gouvernements du Sud au sein de l'OMC, constituent le gage qu'un « autre monde », meilleur, devient effectivement possible. Il n'est pas exclu que les avancées que les luttes populaires peuvent produire parviennent à infléchir les politiques mises en œuvre par les pouvoirs en place dans les pays du Sud, voire imposent des changements positifs dans la nature de ces pouvoirs. L'amorce de telles inflexions est déjà visible comme en témoigne la constitution du groupe des vingt et celui des 99 au sein de l'OMC (quelles que soient les ambiguïtés portées par ces cristallisations d'intérêts divers convergents ou divergents selon les cas).